

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes  
au budget de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2017-06-02

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserves**

Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2015, nous n'avons pu observer le dénombrement des stocks car la municipalité n'avait pas effectué ce décompte et nous avons dû émettre une réserve sur les stocks inscrits à l'état consolidé de la situation financière du 31 décembre 2015. Par conséquent, puisque nous n'avons pu nous assurer du montant des stocks d'ouverture, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaire pour ce qui concerne les stocks et l'excédent (déficit) accumulé de l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé des résultats et l'état consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2016.

Les normes comptables du secteur public obligent que l'état consolidé des résultats ainsi que l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats budgétés. Les résultats

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

budgetés doivent être présentés selon la même présentation que les résultats réels de l'exercice. Bien que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac dispose de l'information budgétaire des organismes qui sont sous son contrôle, dont les états financiers sont consolidés à ceux de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, la municipalité n'a pas présenté de budget consolidé à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette). Par conséquent, notre audit des données budgétaires s'est limité aux montants budgétés pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sans inclure les données budgétaires des organismes qui sont sous son contrôle à l'état consolidé des résultats ainsi qu'à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette).

**Opinion**

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

---

<sup>1</sup>Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2017-06-02

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

\_\_\_\_\_

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015		Budget 2016	Réalisations 2016				Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus		Redressé note 20							
Fonctionnement									
Taxes	1	6 561 130	6 641 836	6 775 912				6 775 912	6 775 912
Compensations tenant lieu de taxes	2	30 827	52 418	102 068				102 068	102 068
Quotes-parts	3							1 762 254	(69 337)
Transferts	4	286 789	396 845	276 672				318 164	569 809
Services rendus	5	309 949	414 688	369 274				261 949	564 160
Imposition de droits	6	365 426	401 250	502 583					502 583
Amendes et pénalités	7	279 730		1 200				100 700	101 900
Revenus de placements de portefeuille	8			9 969					9 969
Autres revenus d'intérêts	9	127 492	67 250	77 384				31	77 415
Autres revenus	10	54 658		65 435				3 260	68 695
Effet net des opérations de restructuration	11								
	12	8 016 001	7 974 287	8 180 497				2 446 358	8 703 174
Investissement									
Taxes	13								
Quotes-parts	14							23 745	40
Transferts	15	1 129 268		837 743				2 537	840 280
Autres revenus	16								
Contributions des promoteurs	17	377 824		(69 360)				256 629	187 269
Autres	18								
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19	1 507 092		768 383				282 911	1 027 589
	20	9 523 093	7 974 287	8 948 880				2 729 269	9 730 763
Charges									
Administration générale	21	1 316 184	1 120 885	1 268 478		70 805		72 230	1 363 775
Sécurité publique	22	1 567 698	1 659 276	1 796 961		52 259		1 324 982	1 839 090
Transport	23	1 214 296	2 077 783	1 414 278		214 490		719 843	2 084 279
Hygiène du milieu	24	1 568 384	1 587 620	1 505 273		480 729		221 993	1 907 791
Santé et bien-être	25	51 183	51 952	51 952					51 952
Aménagement, urbanisme et développement	26	274 565	317 971	289 198		5 868			295 066
Loisirs et culture	27	1 063 422	814 159	826 053		101 393			927 446
Réseau d'électricité	28								
Frais de financement	29	164 367	187 721	158 144				91 197	249 341
Effet net des opérations de restructuration	30								
Amortissement des immobilisations	31	908 673	801 741	925 544 (		925 544 )			
	32	8 128 772	8 619 108	8 235 881				2 430 245	8 718 740
	33	1 394 321	(644 821)	712 999				299 024	1 012 023
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>									

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 394 321	(644 821)		712 999	299 024	1 012 023
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 507 092 )	( )		768 383 )	( 282 911 )	( 1 027 589 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(112 771)	(644 821)		(55 384)	16 113	(15 566)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	908 673	801 741		925 544	206 079	1 131 623
Produit de cession	5				5 414		5 414
(Gain) perte sur cession	6				504	19	523
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	908 673	801 741		931 462	206 098	1 137 560
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>							
Remboursement ou produit de cession	12					82 455	82 455
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14						
	15					82 455	82 455
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	173 370	283 000				
Remboursement de la dette à long terme	17	( 483 982 )	( 669 071 )		771 826 )	( 256 775 )	( 1 028 601 )
	18	(310 612)	(386 071)		(771 826)	(256 775)	(1 028 601)
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 94 467 )	( )		107 633 )	( 10 010 )	( 117 643 )
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	566 103	233 000		351 101	(521)	350 580
Excédent de fonctionnement affecté	21	28 632	48 333		79 869		79 869
Réserves financières et fonds réservés	22	(123 898)	(52 182)		62 738	54 376	117 114
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					(6 566)	(6 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	376 370	229 151		386 075	37 279	423 354
	26	974 431	644 821		545 711	69 057	614 768
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	861 660			490 327	85 170	599 202

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	1	Réalisations 2015		Budget 2016		Réalisations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>		1 507 092				768 383	282 911	1 027 589
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Acquisition								
Administration générale	2	( 30 546 )	( 27 822 )	( 63 938 )	( 14 475 )	( 57 547 )	( 3 960 )	( 61 507 )
Sécurité publique	3	( 22 115 )	( 63 938 )	( 115 487 )	( 556 528 )	( 36 236 )	( 245 817 )	( 56 921 )
Transport	4	( 1 153 269 )	( 26 457 )	( 712 426 )	( 719 808 )	( 36 236 )	( 245 817 )	( 557 226 )
Hygiène du milieu	5	( 504 317 )	( 26 457 )	( 712 426 )	( 719 808 )	( 36 236 )	( 245 817 )	( 282 053 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 712 426 )	( 326 605 )	( 326 605 )	( 719 808 )	( 719 808 )	( )	( 719 808 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 2 422 673 )	( 560 309 )	( 560 309 )	( 1 384 594 )	( 1 384 594 )	( 292 921 )	( 1 677 515 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>								
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 195 956			( 282 201 )	( 282 201 )		( 282 201 )
<b>Affectations</b>								
Activités de fonctionnement	14	94 467			107 633	107 633	10 010	117 643
Excédent accumulé	15							
Excédent de fonctionnement non affecté	16							
Excédent de fonctionnement affecté	17	58 585			379 473	379 473		379 473
Réserves financières et fonds réservés	18	153 052			487 106	487 106	10 010	497 116
	19	( 1 073 665 )	( 560 309 )	( 560 309 )	( 1 179 689 )	( 1 179 689 )	( 282 911 )	( 1 462 600 )
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	433 427	( 560 309 )	( 560 309 )	( 411 306 )	( 411 306 )		( 435 011 )

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 394 321	(644 821)		712 999	299 024	1 012 023
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	( 2 422 673 )	( 560 309 )	(	1 384 594 )	(	1 677 515 )
Produit de cession	3				5 414		5 414
Amortissement	4	908 673	801 741		925 544	206 079	1 131 623
(Gain) perte sur cession	5				504	19	523
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(1 514 000)	241 432		(453 132)	(86 823)	(539 955)
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9	(1 317)			19 861		19 861
Variation des autres actifs non financiers	10	52 441			(3 026)	(2 568)	(5 595)
	11	51 124			16 835	(2 568)	14 266
	12	(68 555)	(403 389)		276 702	209 633	486 334
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13						
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(68 555)	(403 389)		276 702	209 633	486 334
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice							
Solde déjà établi	15	(2 067 181)			(2 289 326)	(1 176 036)	(3 465 361)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(153 590)					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17						
Solde redressé	18	(2 220 771)			(2 289 326)	(1 176 036)	(3 465 361)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(2 289 326)			(2 012 624)	(966 403)	(2 979 027)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2015		2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
	Redressé note 20			
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
1 Encaisse	1 930 249	948 659	453 761	1 402 420
2 Débiteurs (note 5)	3 407 647	3 190 737	1 086 944	4 277 681
3 Prêts (note 6)				
4 Placements de portefeuille (note 7)				
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
7 Autres actifs financiers (note 9)				
8	5 337 896	4 139 396	1 540 705	5 680 101
<b>PASSIFS</b>				
9 Découvert bancaire				
10 Emprunts temporaires (note 10)				
11 Crédoiteurs et charges à payer (note 11)	1 194 354	793 711	572 874	1 366 585
12 Revenus reportés (note 12)	135 996	110 001	23 582	133 583
13 Dette à long terme (note 13)	6 296 872	5 248 308	1 776 038	7 024 346
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			134 614	134 614
15	7 627 222	6 152 020	2 507 108	8 659 128
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	(2 289 326)	(2 012 624)	(966 403)	(2 979 027)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>				
17 Immobilisations (note 15)	19 713 569	20 166 702	3 921 610	24 088 312
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)				
19 Stocks de fournitures	96 201	76 340		76 340
20 Autres actifs non financiers (note 17)	45 888	48 914	11 489	60 403
21	19 855 658	20 291 956	3 933 099	24 225 055
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>				
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	886 024	713 184	55 564	768 748
23 Excédent de fonctionnement affecté	387 782	552 448		552 448
24 Réserves financières et fonds réservés	1 444 165	1 303 149	41 016	1 344 165
25 ( Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	( 173 370 )	( 154 993 )	( 103 413 )	( 258 406 )
26 Financement des investissements en cours	382 406	(295 095)		(295 095)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14 639 325	16 160 639	2 973 529	19 134 168
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
29	17 566 332	18 279 332	2 966 696	21 246 028

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015		Réalisations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 394 321	712 999	299 024	1 012 023
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	908 673	925 544	206 079	1 131 623
Autres					
- Gain/Perte	3		504	18	522
-	4				
	5	2 302 994	1 639 047	505 121	2 144 168
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(663 589)	216 910	162 555	379 465
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	606 062	(400 643)	161 279	(239 364)
Revenus reportés	9	(5 330)	(25 995)	15 631	(10 364)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			6 611	6 611
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(1 317)	19 861		19 861
Autres actifs non financiers	13	52 441	(3 026)	(2 568)	(5 594)
	14	2 291 261	1 446 154	848 629	2 294 783
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	2 422 673 ) (	1 384 594 ) (	292 921 ) (	1 677 515 )
Produit de cession	16		5 414		5 414
	17	(2 422 673)	(1 379 180)	(292 921)	(1 672 101)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19			82 455	82 455
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21				
	22			82 455	82 455
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	1 369 326	284 248		284 248
Remboursement de la dette à long terme	24 (	840 127 ) (	1 339 823 ) (	360 603 ) (	1 700 426 )
Variation nette des emprunts temporaires	25			(35 291)	(35 291)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	7 011	7 011	453	7 464
Autres					
-	27				
-	28				
	29	536 210	(1 048 564)	(395 441)	(1 444 005)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	404 798	(981 590)	242 722	(738 868)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	1 543 045	1 930 249	211 039	2 141 288
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	1 543 045	1 930 249	211 039	2 141 288
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	34	1 947 843	948 659	453 761	1 402 420

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015 Administration municipale	Budget 2016 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2016 Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	1 332 502	1 474 032	1 465 216	948 958	2 414 174
<b>Charges sociales</b>	2	256 439	302 044	282 065	225 234	507 299
<b>Biens et services</b>	3	4 656 327	5 109 871	5 349 406	958 777	4 416 303
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	128 233	148 521	124 018	56 917	180 935
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	36 134	38 700	34 059	22 851	56 910
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8		500	67	11 429	11 496
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	810 464	743 699	55 506		
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13					
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	908 673	801 741	925 544	206 079	1 131 623
<b>Autres</b>						
-	15					
-	16					
-	17					
	18	8 128 772	8 619 108	8 235 881	2 430 245	8 718 740

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015
		Redressé note 20	
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	6 775 912	6 561 130
Compensations tenant lieu de taxes	2	102 068	30 827
Quotes-parts	3	(69 297)	1 072
Transferts	4	1 410 089	1 703 603
Services rendus	5	564 160	511 419
Imposition de droits	6	502 583	365 426
Amendes et pénalités	7	101 900	279 730
Revenus de placements de portefeuille	8	9 969	15 538
Autres revenus d'intérêts	9	77 415	111 954
Autres revenus	10	255 964	(393 255)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 730 763	9 187 444
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	1 363 775	1 404 762
Sécurité publique	15	1 839 090	1 641 930
Transport	16	2 084 279	2 061 869
Hygiène du milieu	17	1 907 791	1 958 019
Santé et bien-être	18	51 952	51 183
Aménagement, urbanisme et développement	19	295 066	279 144
Loisirs et culture	20	927 446	1 152 443
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	249 341	379 913
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	8 718 740	8 929 263
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	1 012 023	258 181
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	20 234 005	19 699 104
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		276 720
Solde redressé	28	20 234 005	19 975 824
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>			
	29	21 246 028	20 234 005

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>Réalizations</b>	
		<b>2016</b>	<b>2015</b>
			Redressé note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 012 023	258 181
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 1 677 515 )	( 2 564 268 )
Produit de cession	3	5 414	
Amortissement	4	1 131 623	1 083 674
(Gain) perte sur cession	5	523	949 178
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(539 955)	(531 416)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	19 861	(1 317)
Variation des autres actifs non financiers	10	(5 595)	47 765
	11	14 266	46 448
	12	486 334	(226 787)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	486 334	(226 787)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(3 465 361)	(3 515 293)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		276 719
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(3 465 361)	(3 238 574)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(2 979 027)	(3 465 361)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	1 402 420	2 141 288
Débiteurs (note 5)	2	4 277 681	4 657 146
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		82 455
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 680 101	6 880 889
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		35 291
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 366 585	1 605 949
Revenus reportés (note 12)	12	133 583	143 947
Dette à long terme (note 13)	13	7 024 346	8 433 060
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	134 614	128 003
	15	8 659 128	10 346 250
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(2 979 027)	(3 465 361)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	24 088 312	23 548 356
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	76 340	96 201
Autres actifs non financiers (note 17)	20	60 403	54 809
	21	24 225 055	23 699 366
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	21 246 028	20 234 005

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 012 023	258 181
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 131 623	1 083 674
Autres			
- Gain/Perte	3	522	949 178
-	4		430 304
	5	2 144 168	2 721 337
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	379 465	(157 782)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(239 364)	860 333
Revenus reportés	9	(10 364)	(18 698)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	6 611	128 003
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	19 861	(1 317)
Autres actifs non financiers	13	(5 594)	47 764
	14	2 294 783	3 579 640
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 677 515 )	( 2 564 268 )
Produit de cession	16	5 414	
	17	(1 672 101)	(2 564 268)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19	82 455	14 819
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	82 455	14 819
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	284 248	1 369 326
Remboursement de la dette à long terme	24	( 1 700 426 )	( 1 935 055 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(35 291)	3 598
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	7 464	9 129
Autres			
-	27		6
-	28		
	29	(1 444 005)	(552 996)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(738 868)	477 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 141 288	1 664 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	2 141 288	1 664 093
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	34	1 402 420	2 141 288

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont élimés.

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes suivants:

Consolidation  
ligne par ligne

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	29.58 %
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	16.35 %
Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides	1.61 %
Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes	13.87 %

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ont lieu les faits et les transactions.

#### **Estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

#### **C) Actifs financiers**

##### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

##### **Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

#### **D) Passifs**

##### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

##### **Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

##### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

#### **E) Actifs non financiers**

##### **Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

##### **Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans
Autres	20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus**

**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Régie de police du Lac des Deux-Montagnes**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

**Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**Régie de police du Lac des Deux-Montagnes**

- Avantages sociaux futurs
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

**I) Instruments financiers**

N/A

**J) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<hr/>			
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		1 179 308
Placements de portefeuille	2		
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	302 644	336 083
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	3 511 755	3 525 540
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	87 724	172 659
Organismes municipaux	7	153 975	242 830
Autres			
- Droit de mutation	8	144 139	104 000
- Autres comptes à recevoir	9	77 444	276 034
	10	4 277 681	4 657 146
<hr/>			
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 892 302	2 071 954
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	1 892 302	2 071 954
<hr/>			
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
<hr/>			
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		82 455
	24		82 455
<hr/>			
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (134 614)	(128 003)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( )	( )
	28 (134 614)	(128 003)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 92 256	151 224
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 59 330	57 111
Autres régimes (REER et autres)	32 2 074	1 986
Régimes de retraite des élus municipaux	33 18 347	12 464
	34 172 007	222 785

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

<b>9. Autres actifs financiers</b>	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

**Note**

**10. Emprunts temporaires**

**Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel et qui sont renouvelables annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2016.

**Régie de police du Lac des Deux-Montagnes**

La régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 750 000 \$ au 31 décembre 2016, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 13.87%), au taux préférentiel. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2016.

**Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides**

Le Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides dispose d'une marge de crédit autorisé de 5 250 000 \$ au 31 décembre 2016, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 1.61%), au taux préférentiel, garanti par les comptes client et autres créances et renouvelable en septembre 2018. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2016.

**Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes**

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 500 000 \$ au 31 décembre 2016, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 29.58%). Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2016.

**Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes**

La Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 500 000 \$ au 31 décembre 2016, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 16.35%). Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	38	523 333	782 978
Salaires et avantages sociaux	39	311 828	316 135
Dépôts et retenues de garantie	40	351 823	341 314
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	44	147 529	122 782
- Organismes municipaux	45	32 072	42 740
-	46		
-	47		
-	48		
	49	1 366 585	1 605 949

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	16 222	5 842
Fonds parcs et terrains de jeux	52	90 470	49 639
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	19 531	86 357
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Produit de la criminalité	56	5 140	
- Vente perçu d'avance	57	2 220	2 109
-	58		
-	59		
	60	133 583	143 947

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>13. Dette à long terme</b>				
	<b>Taux d'intérêt</b> <b>de            à</b>		<b>Échéance</b> <b>de            à</b>	
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	3,18	2021	2035
	61			
	7 030 993		8 447 171	
Obligations et billets en monnaies étrangères			62	
Gains (pertes) de change reportés			63	
			64	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			65	
Organismes municipaux			66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			67	
Autres			68	
			69	
	7 030 993		8 447 171	
Frais reportés liés à la dette à long terme			70(	14 111 )
			71	
	7 024 346		8 433 060	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2016</b>	
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>		
2017	72	80	1 276 006	88	97	1 276 006
2018	73	81	870 087	89	98	870 087
2019	74	82	735 041	90	99	735 041
2020	75	83	301 019	91	100	301 019
2021	76	84	180 693	92	101	180 693
2022 et +	77	85	3 668 147	93	102	3 668 147
	78	86	7 030 993	94	103	7 030 993
Intérêts et frais accessoires			95(	)	112(	)
	79	87	7 030 993	96	104	7 030 993
					113	

**Note**

	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(2 979 027)	115	(3 465 361)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115 (	)	116 (	)
Autres	116 (	)	117 (	)
	117	(2 979 027)	118	(3 465 361)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	118	7 438 229	146		173		200	7 438 229	
Eaux usées	119	16 484 058	147	247 810	174		201	16 731 868	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	4 695 688	148	467 348	175		202	5 163 036	
Autres	121	2 583 556	149	1 340	176	532 481	203	2 052 415	
Réseau d'électricité	122		150		177		204		
Bâtiments	123	3 045 622	151	1 069 513	178	(12 600)	205	4 127 735	
Améliorations locatives	124	15 690	152	8 357	179		206	24 047	
Véhicules	125	731 711	153	108 828	180	(83 216)	207	923 755	
Ameublement et équipement de bureau	126	645 625	154	39 183	181		208	684 808	
Machinerie, outillage et équipement divers	127	194 388	155	60 071	182	(543 411)	209	797 870	
Terrains	128	122 151	156		183		210	122 151	
Autres	129	96 124	157		184		211	96 124	
	130	36 052 842	158	2 002 450	185	(106 746)	212	38 162 038	
Immobilisations en cours	131	834 794	159	(324 935)	186	179 090	213	330 769	
	132	36 887 636	160	1 677 515	187	72 344	214	38 492 807	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	133	2 497 750	161	185 956	188		215	2 683 706	
Eaux usées	134	4 806 222	162	422 364	189		216	5 228 586	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	2 451 677	163	171 925	190		217	2 623 602	
Autres	136	1 505 150	164	77 234	191		218	1 582 384	
Réseau d'électricité	137		165		192		219		
Bâtiments	138	988 720	166	92 658	193		220	1 081 378	
Améliorations locatives	139	9 354	167	1 408	194		221	10 762	
Véhicules	140	545 298	168	63 855	195	66 408	222	542 745	
Ameublement et équipement de bureau	141	431 975	169	68 813	196		223	500 788	
Machinerie, outillage et équipement divers	142	51 716	170	44 143	197		224	95 859	
Autres	143	51 418	171	3 267	198		225	54 685	
	144	13 339 280	172	1 131 623	199	66 408	226	14 404 495	
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	23 548 356					227	24 088 312	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	228		231		233		235		
Amortissement cumulé	229 (		) 232 (		) 234 (		) 236 (		)
Valeur comptable nette	230						237		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240		
	241		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243		
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
-	244	60 403	54 809
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	60 403	54 809
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

Contrats

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2017	2018	2019	2020
Matières résiduelles	357 712\$	357 712\$	357 712\$	

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	2017	2018	2019	2020
Conseil intermunicipale de transport	362 820 \$	362 136\$	362 136\$	362 136\$

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**b) Auto-assurance**

N/A

**c) Poursuites**

N/A

**d) Autres**

N/A



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

#### 20. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite d'une analyse de la comptabilisation des fonds réservés effectuée par le MAMOT, la municipalité a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation des fonds réservés suivants :

- Fonds de parcs et terrains de jeux.
- Fonds d'entretien et de réfection du réseau routier local

La méthode de comptabilisation utilisée par la municipalité ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être présentées à titre de revenus reportés tant qu'elles ne peuvent pas être constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

##### Fonds de parcs et terrains de jeux

###### État des résultats

Revenus - Autres	25 539 \$
------------------	-----------

###### Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Affectation - Fonds réservés	(25 539 \$)
------------------------------	-------------

###### Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

Revenus d'investissement - Autres	(82 295 \$)
Affectation - Fonds réservés	82 295 \$

###### État de la situation financière

Revenus reportés - Fonds de parcs	(49 639 \$)
Fonds réservés - Fonds de parcs	49 639 \$

##### Fonds d'entretien et de réfection du réseau routier local

###### État des résultats

Revenus imposition de droits	39 162 \$
------------------------------	-----------

###### Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Affectation - Fonds réservés	(39 162 \$)
------------------------------	-------------

###### État de la situation financière

Revenus reportés - Fonds d'entretien	(86 357 \$)
Fonds réservés - Fonds d'entretien	86 357 \$

#### 21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé bien qu'elle dispose des renseignements nécessaires pour établir un budget consolidé.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**22. Instruments financiers**

N/A

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<hr/>			
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	1 402 420	2 141 288
Découvert bancaire	251	( )	( )
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>			
<b>à la fin de l'exercice</b>	262	1 402 420	2 141 288
<hr/>			
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>273</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	(	)
	279		
	280		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	281
Revenus reportés	282
Dette à long terme	283
	284
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>285</b>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	300
---	-----

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	)
	306		
	307		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- 26.** Les chiffres comparatifs de 2015 ont été reclassés afin de tenir compte des modifications effectuées en 2016 dans la présentation de l'information financière.
-

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	768 748	868 300
Excédent de fonctionnement affecté	2	552 448	387 782
Réserves financières et fonds réservés	3	1 344 165	1 524 786
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	258 406 ) (	283 961 )
Financement des investissements en cours	5	(295 095)	382 406
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	19 134 168	17 354 692
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	21 246 028	20 234 005
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	713 184	886 024
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	55 564	(17 724)
	11	768 748	868 300
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aqueduc	12	51 985	32 676
- Égoût	13	233 796	155 106
- Disposition des boues	14	200 000	200 000
- Transport en commun	15	66 667	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	552 448	387 782
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	552 448	387 782
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières			
- Élections	27	35 000	25 000
- Fonds du patrimoine	28	25 000	
-	29		
-	30		
-	31		
	32	60 000	25 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	739 019	977 472
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34		
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36	531 210	442 040
Organismes contrôlés	37	13 936	80 274
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	1 284 165	1 499 786
	43	1 344 165	1 524 786

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (	) (
Régimes non capitalisés	45 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (	) (
Autres	47 ( 103 413 )	( 110 591 )
Régimes non capitalisés	48 (	) (
	49 ( 103 413 )	( 110 591 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	) (
Autres		
-	53 (	) (
-	54 (	) (
	55 ( 103 413 )	( 110 591 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	59 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	) (
Autres		
-	61 (	) (
-	62 (	) (
	63 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (	) (
Autres		
- Autres	67 ( 154 993 )	( 173 370 )
-	68 (	) (
	69 ( 154 993 )	( 173 370 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 ( 258 406 )	( 283 961 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	76	70 576	412 026
Investissements à financer	77 (	365 671 ) (	29 620 )
	78	(295 095)	382 406
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	79	24 088 312	23 548 356
Propriétés destinées à la revente	80		
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	24 088 312	23 548 356
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	85	7 024 346	8 433 060
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	6 647	14 111
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	1 922 358 ) (	2 071 954 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	154 993 ) (	173 370 )
	90	4 953 642	6 201 847
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	502	(8 183)
	92	4 954 144	6 193 664
	93	19 134 168	17 354 692



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi aux régimes de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes participe à 2 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont un fait l'objet du processus de négociations dès février 2015 et un est admissible au report. Certaines modifications ont été reflétées dans l'exercice précédent. Les incidences des nouvelles modifications apportées aux résultats de 2016 sont résumées ci-après :

- Incidence du partage du déficit des participants actifs (a) sur le coût du service courant de l'exercice : 3 023 \$ (cotisations salariales additionnelles afin de combler le déficit pour le service pré-2014);
- Incidence de la cotisation au fonds de stabilisation (b) sur le coût du service courant de l'exercice : 16 342 \$.

- (a) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 50 % assumé par les participants, ce qui correspond au partage selon les ententes. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014. Depuis la signature de la lettre d'entente des policiers le 22 décembre 2016, les policiers versent une

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

cotisation additionnelle pour combler leur part du déficit (50 %) tel que prévue par la Loi RRSM et affecte le coût du service courant pour 2016.

Cette cotisation sera versée sur une période couvrant 52 paies par les policiers pour atteindre un montant total de 73 500 \$.

- (b) Certaines de ces modalités ont un impact sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). Pour les policiers, la lettre d'entente a été signée le 22 décembre 2016.

Pour les employés (cadres et cols blancs), malgré que les lettres d'ententes soit toujours en cours de finalisation, les cotisations pour l'année 2016 reflètent les ententes mentionnées ci-dessus, notamment en ce qui concerne le fonds de stabilisation.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	(128 003)	
Charge de l'exercice	5	( 92 256 )	( 151 224 )
Cotisations versées par l'employeur	6	85 645	23 221
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	<u>(134 614)</u>	<u>(128 003)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	3 559 544	3 180 913
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	( 3 676 957 )	( 3 299 843 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(117 413)	(118 930)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	(11 801)	(8 675)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	(129 214)	(127 605)
Provision pour moins-value	13	( 5 400 )	( 398 )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	<u>(134 614)</u>	<u>(128 003)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	15	2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	2 960 901	2 776 177
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	( 3 083 713 )	( 2 897 777 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	<u>(122 812)</u>	<u>(121 600)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	147 574	41 205
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	203 068	3 223 068
	21	350 642	3 264 273
Cotisations salariales des employés	22	( 70 065 )	( 19 194 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( 203 777 )	( 3 096 363 )
	24	76 800	148 716
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	(508)	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29	5 004	398
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	<u>81 296</u>	<u>149 114</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	208 250	54 131
Rendement espéré des actifs	34	( 197 290 )	( 52 021 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	<u>10 960</u>	<u>2 110</u>
Charge de l'exercice	36	<u>92 256</u>	<u>151 224</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	207 421	62 189
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( 197 290 )	( 52 021 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	10 131	10 168
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41	169 962	20 055
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	10 200	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	17	17
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,00 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	(                      )	(                      )
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées. Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%. Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 8.5% pour le personnel ayant plus de 3 années d'ancienneté.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	91	<u>59 330</u>	<u>57 111</u>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

**Description des régimes et autres renseignements**

REER collectif du conseil intermunicipal de transport des Laurentides

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	93	<u>2 074</u>	<u>1 986</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☐ Oui  
 95 ☐ Non

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>22</u>	<u>24</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	97	<u>5 049</u>	<u>3 659</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	98	18 347	12 464
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100	<u>18 347</u>	<u>12 464</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	5 076 350
---------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	366 305
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	1 063 943
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	30 057
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	70 576
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 278 079
---	----	-----------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	1 776 351
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	6 054 430
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	37 524
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	6 091 954
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	6 091 954
---	----	-----------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

## RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

# ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2016	2016	2016	2015
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 788 138	4 823 576	4 823 576	4 650 507
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	4 788 138	4 823 576	4 823 576	4 650 507
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	225 500	254 028	254 028	241 046
Égout	11	216 414	229 672	229 672	221 505
Traitement des eaux usées	12	398 564	401 072	401 072	398 914
Matières résiduelles	13	586 620	612 740	612 740	596 455
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		26 524	26 524	24 302
Service de la dette	18	426 600	428 300	428 300	428 401
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	1 853 698	1 952 336	1 952 336	1 910 623
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 853 698	1 952 336	1 952 336	1 910 623
	26	6 641 836	6 775 912	6 775 912	6 561 130

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
		<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>					
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	8 709	7 500	7 500	8 326
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	43 709	94 568	94 568	22 501
	35	52 418	102 068	102 068	30 827
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	52 418	102 068	102 068	30 827
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>					
Taxes sur la valeur foncière	41				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44				
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
<b>AUTRES</b>					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	52 418	102 068	102 068	30 827

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			1 933
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	148 596	14 857	26 632
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		178 121	208 081
Transport adapté	61		22 044	23 822
Transport scolaire	62			
Autres	63		68 842	22 040
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	3 102	1 703	3 215
Réseau de distribution de l'eau potable	68	17 929	25 611	23 502
Traitement des eaux usées	69		24 130	28 896
Réseaux d'égout	70	14 213	23 537	13 830
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		62 871	45 428
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		5 458	
Tri et conditionnement	73	185 090		
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		1 319	1 479
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	5 600	4 224	2 925
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	22 000	28 913	26 916
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	396 530	168 493	428 699

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	283 052	283 052	1 129 268
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			5 207
Transport adapté	100		2 537	
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	93 154	93 154	
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	93 155	93 155	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	368 382	368 382	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	837 743	840 280	1 134 475

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	107 864	107 864	140 114
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	315	315	315
	138	315	108 179	140 429
TOTAL DES TRANSFERTS	139	396 845	1 114 415	1 703 603

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144		29 513	11 334
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		29 513	11 334
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	4 537	4 588	4 537
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 537	4 588	4 588
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	105 907		
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	5 250	4 576	4 359
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	111 157	4 576	4 576
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	115 694	9 164	38 677
				20 230



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2016	2016	2016	2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	23 406	24 350	26 060
Sécurité publique	183	32 000	43 744	23 248
Transport				
Réseau routier	184	5 200	7 116	2 919
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		186 941	210 904
Transport adapté	186		14 136	12 510
Transport scolaire	187			
Autres	188		12 034	13 524
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	87 088	84 793	38 293
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	151 300	200 107	163 731
Réseau d'électricité	194			
	195	298 994	360 110	491 189
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	414 688	369 274	511 419
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	50 250	44 389	31 935
Droits de mutation immobilière	198	331 000	458 194	333 491
Droits sur les carrières et sablières	199	20 000		
Autres	200			
	201	401 250	502 583	365 426
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		1 200	279 730
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203		9 969	15 538
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	67 250	77 384	111 954
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(504)	(949 178)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		1 215	79 984
Autres contributions	211		(69 360)	17 200
Autres	212		64 724	458 739
	213		(3 925)	(393 255)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

# ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	146 294	142 287		142 287	142 287	144 065
Greffé et application de la loi	2	10 300	817		817	817	172 979
Gestion financière et administrative	3	439 105	462 178		462 178	483 704	466 655
Évaluation	4	185 065	244 731		244 731	244 731	200 808
Gestion du personnel	5	25 195	34 984		34 984	34 984	31 284
Autres							
- Autres	6	314 926	383 481	70 805	454 286	457 252	388 971
-	7						
	8	1 120 885	1 268 478	70 805	1 339 283	1 363 775	1 404 762
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 391 975	1 452 843		1 452 843	1 442 713	1 327 254
Sécurité incendie	10	215 113	301 280	52 259	353 539	353 539	273 299
Sécurité civile	11	23 853	17 501		17 501	17 501	29 636
Autres	12	28 335	25 337		25 337	25 337	11 741
	13	1 659 276	1 796 961	52 259	1 849 220	1 839 090	1 641 930
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 134 563	532 463	196 719	729 182	729 182	683 956
Enlèvement de la neige	15	342 243	332 562		332 562	332 562	332 271
Éclairage des rues	16	51 665	48 514	16 414	64 928	64 927	62 894
Circulation et stationnement	17	26 000	33 803	250	34 053	34 053	13 838
Transport collectif							
Transport en commun	18	523 312	466 936	1 107	468 043	923 555	968 910
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 077 783	1 414 278	214 490	1 628 768	2 084 279	2 061 869

# ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

**Non audité**

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2016		Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	182 021	142 711	5 293	148 004	90 640
Réseau de distribution de l'eau potable	24	141 761	166 229	193 186	359 415	344 540
Traitement des eaux usées	25	323 412	324 567		324 567	225 647
Réseaux d'égout	26	242 321	195 240	271 703	466 943	458 374
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	125 455	104 185		104 185	129 146
Élimination	28	134 234	107 004		107 004	117 549
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	109 328	112 721	10 046	122 767	110 435
Tri et conditionnement	30	14 500	14 705		14 705	14 388
Matières organiques						
Collecte et transport	31	124 370	134 903		134 903	312 198
Traitement	32	67 155	74 206		74 206	47 244
Matériaux secs	33	54 093	61 520	501	62 021	43 501
Autres	34					
Plan de gestion	35	6 373	9 488		9 488	4 183
Autres	36					
Cours d'eau	37	34 412	26 159		26 159	12 144
Protection de l'environnement	38	28 185	31 635		31 635	48 030
Autres	39					
	40	1 587 620	1 505 273	480 729	1 986 002	1 958 019
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	51 952	51 952		51 952	51 183
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	51 952	51 952		51 952	51 183
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	269 319	283 127	5 868	288 995	256 037
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	25 000	510		510	
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 852	1 332		1 332	17 943
Tourisme	49	5 800	4 229		4 229	5 164
Autres	50					
Autres	51					
	52	317 971	289 198	5 868	295 066	279 144

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2016		Réalisations 2016		Réalisations 2016	Réalisations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	80 308	57 465		57 465	57 465	52 050
Patinoires intérieures et extérieures	54	83 720	70 626	2 814	73 440	73 440	76 406
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	286 989	350 106		350 106	350 106	315 124
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	200 175	185 558	97 230	282 788	282 788	248 452
	60	651 192	663 755	100 044	763 799	763 799	692 032
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	156 786	155 406	1 349	156 755	156 755	148 383
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	6 181	6 892		6 892	6 892	4 415
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						307 613
	66	162 967	162 298	1 349	163 647	163 647	460 411
	67	814 159	826 053	101 393	927 446	927 446	1 152 443
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	187 221	158 077		158 077	208 012	226 511
Autres frais	70					29 833	1 584
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					10 960	151 224
Autres	72	500	67		67	536	594
	73	187 721	158 144		158 144	249 341	379 913
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		801 741	925 544	( 925 544 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>PAGE</b>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
 <b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre..

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

---

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2017-06-02



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>6 775 912</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>                    </u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>6 775 912</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	6 775 912
------------------	---	-----------

**Ajouter**

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

<b>Total partiel</b>	4	6 775 912
----------------------	---	-----------

**Déduire**

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	162 128
--	---	---------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	26 524
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
--	---	--

10		188 652
----	--	---------

<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	11	6 587 260
---	----	-----------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>760 551 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>770 163 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>765 357 500</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>6 587 260</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>765 357 500</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <u>    </u> , <u>8 6 0 7</u> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 <u>                    </u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 <u>                    </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>                    </u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
<b>Infrastructures</b>					
Conduites d'eau potable	1		16 214	264 024	69 135
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4				425 209
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		467 348	467 348	1 124 233
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	152 546	341 344	341 344	84 971
Autres infrastructures	11	15 748			
Réseau d'électricité	12				
<b>Bâtiments</b>					
Édifices administratifs	13		42 106	42 106	44 627
Édifices communautaires et récréatifs	14		354 817	354 817	618 413
Améliorations locatives	15			8 357	1 415
<b>Véhicules</b>					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	99 739	88 131	89 782	84 583
Ameublement et équipement de bureau	18	31 759	13 256	39 182	71 977
Machinerie, outillage et équipement divers	19	260 517	61 378	70 555	35 705
Terrains	20				4 000
Autres	21				
	22	560 309	1 384 594	1 677 515	2 564 268

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau  
développement

Conduites d'eau potable	23		16 214	264 024	69 135
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26				425 209
Autres infrastructures	27		808 692	808 692	1 209 204
<b>Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)</b>					
Conduites d'eau potable	28				
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31				
Autres infrastructures	32				
Autres immobilisations	33		559 688	604 799	860 720
	34		1 384 594	1 677 515	2 564 268

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 447 171	284 248	1 700 426	7 030 993
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	8 447 171	284 248	1 700 426	7 030 993
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	2 002 395		1 364 054	638 341
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	4 372 822		(97 472)	4 470 294
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	6 375 217		1 266 582	5 108 635
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	2 071 954	284 248	463 900	1 892 302
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 071 954	284 248	463 900	1 892 302
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20			(30 056)	30 056
	21	2 071 954	284 248	433 844	1 922 358
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 071 954	284 248	433 844	1 922 358
	26	8 447 171	284 248	1 700 426	7 030 993
Dettes en cours de refinancement	27 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	28				
	29	8 447 171	284 248	1 700 426	7 030 993

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	17 354	24 422		17 354
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6	1 009	1 416		1 009
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	388 424			
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	300 201			
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13	1 412	1 992		1 412
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 657	27 676		19 657
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	15 642			15 943
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	743 699	55 506		55 375

### ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

#### Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	9 577,00	432 366	517 520
Professionnels	2					
Cols blancs	3	11,00	34,00	19 761,00	423 840	507 432
Cols bleus	4	8,00	39,00	16 202,00	353 070	418 604
Policiers	5					
Pompiers	6	20,00	5,00	5 447,00	154 965	174 150
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	44,00		50 987,00	1 364 241	1 617 706
	9	7,00			100 975	129 575
	10	51,00			1 465 216	1 747 281

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

### ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Gouvernement du Québec		MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada	Total
Transport en commun			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	1 703		1 703
Réseau de distribution de l'eau potable	25 611	51 986	77 597
Traitement des eaux usées			
Réseaux d'égout	21 492	51 987	73 479
Autres	227 866	733 770	961 636
	276 672	837 743	1 114 415



ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Charges avant amortissement	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	=	-	=		
<b>Administration générale</b>							
Greffé et application de la loi	1	817	27	53	817	79	131
Évaluation	2	244 731	28	54	244 731	80	132
Autres	3	1 022 930	29	55	1 093 735	81	133
					24 350	107	67
<b>Sécurité publique</b>	4	1 268 478	30	56	1 339 283	82	134
Police	5	1 452 843	31	57	1 452 843	83	135
Sécurité incendie	6	301 280	32	58	353 539	84	136
Sécurité civile	7	17 501	33	59	17 501	85	137
Autres	8	25 337	34	60	25 337	86	138
					24 350	108	67
	9	1 796 961	35	61	1 849 220	87	139
<b>Transport</b>							
Réseau routier	10	532 463	36	62	729 182	88	140
Voirie municipale	11	332 562	37	63	332 562	89	141
Enlèvement de la neige	12	82 317	38	64	98 981	90	142
Autres	13	466 936	39	65	468 043	91	143
Transport collectif	14		40	66		92	144
Autres							
					43 744	113	6 981
	15	1 414 278	41	67	1 628 768	93	145
<b>Hygiène du milieu</b>							
Eau et égout	16	142 711	42	68	148 004	94	146
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	166 229	43	69	359 415	95	147
Réseau de distribution de l'eau potable	18	324 567	44	70	324 567	96	148
Traitement des eaux usées	19	195 240	45	71	466 943	97	149
Réseaux d'égout	20	211 189	46	72	211 189	98	150
Matières résiduelles	21	398 055	47	73	408 602	99	151
Déchets domestiques et assimilés	22	9 488	48	74	9 488	100	152
Matières recyclables	23	26 159	49	75	26 159	101	153
Autres	24	31 635	50	76	31 635	102	154
Cours d'eau	25		51	77		103	155
Protection de l'environnement							
Autres							
					1 170 4	119	13 798
	26	1 505 273	52	78	1 986 002	104	156
					89 367	130	115 941

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>									
Logement social	157	51 952	172	187	187	51 952	202	217	232
Sécurité du revenu	158		173	188	188		203	218	233
Autres	159		174	189	189		204	219	234
160		51 952	175	190	190	51 952	205	220	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>									
Aménagement, urbanisme et zonage	161	283 127	176	5 868	191	288 995	206	221	236
Rénovation urbaine	162	510	177		192	510	207	222	237
Promotion et développement économique	163	5 561	178		193	5 561	208	223	238
Autres	164		179		194		209	224	239
165		289 198	180	5 868	195	295 066	210	225	240
<b>Loisirs et culture</b>									
Activités récréatives	166	663 755	181	100 044	196	763 799	211	198 911	241
Activités culturelles								226	21 357
Bibliothèques	167	155 406	182	1 349	197	156 755	212	1 198	242
Autres	168	6 892	183		198	6 892	213	228	243
169		826 053	184	101 393	199	927 446	214	200 109	244
								229	21 357
<b>Réseau d'électricité</b>									
	170		185		200		215	230	245
171		7 152 193	186	925 544	201	8 077 737	216	369 274	246
								231	158 144

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	1 384 594	2 422 673
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 384 594	2 422 673

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Benoît Proulx, maire	20 527	10 263
Donald Robinson, conseiller	6 536	3 268
Nicolas Villeneuve, conseiller	8 253	4 126
Michel Thorn, conseiller	8 653	4 326
Marie-Eve Corriveau, conseillère	7 886	3 943
Louis-Philippe Marineau, conseiller	7 586	3 793
Alain Théorêt, conseiller	6 536	3 268

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

# ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	886 024	864 365
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(30 482)	(159 020)
Solde redressé au début de l'exercice	3	855 542	705 345
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	490 327	861 660
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(351 101)	(566 103)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(246 584)	(89 878)
Réserves financières et fonds réservés	8	(35 000)	(25 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(142 358)	180 679
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	<b>713 184</b>	<b>886 024</b>
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	387 782	326 536
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	387 782	326 536
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(79 869)	(28 632)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	246 584	89 878
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	(2 049)	
	21	164 666	61 246
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	<b>552 448</b>	<b>387 782</b>
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 444 165	1 506 178
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(152 958)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 444 165	1 353 220
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(62 738)	123 898
Activités d'investissement	27	(379 473)	(58 585)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	35 000	25 000
Financement des investissements en cours	29	266 195	632
	30	(141 016)	90 945
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	<b>1 303 149</b>	<b>1 444 165</b>

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 173 370 )	( 50 389 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		50 389
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 173 370 )	( )
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( )	( 173 370 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	18 377	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	39	( 154 993 )	( 173 370 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	40	382 406	(158 389)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		108 000
Solde redressé au début de l'exercice	42	382 406	(50 389)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(411 306)	433 427
<b>Virements</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(266 195)	(632)
	47	(677 501)	432 795
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	48	(295 095)	382 406
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	49	14 639 325	13 837 300
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	30 482	
Solde redressé au début de l'exercice	51	14 669 807	13 837 300
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Affectations et virements</b>			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53	2 049	
Financement à long terme des activités d'investissement	54	( 282 201 )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	1 206 582	802 025
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	57	16 160 639	14 639 325

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>RÈGLEMENT N°</b>	<b>MONTANT AUTORISÉ</b>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	1 400 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	1 400 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	1 400 000

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>2016</b>		<b>2015</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 7 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 7 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 2 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="2"/> , <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**6  ,  %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Règlement 7-2003	55,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (26%)	33,3707	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (74%)	221,0948	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,2251	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	39,2172	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	165,7778	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,6312	3	par unité d'évaluation
Règlement 12-2004	3,2545	3	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Égout 48e avenue	680,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		295 553 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="text"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="text"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="text"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="text"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="text"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	193 564 \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	467 348 \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	467 348 \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Asphalte sur Montée Mc Cole			
Asphalte sur chemin Principal entre Pommeraie et Ste-Germaine			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39	295-08-2016	
b) Date d'adoption de la résolution	40	2016-08-15	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 954 565
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	4 954 565

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	252 293
Égout	11	227 180
Traitement des eaux usées	12	400 681
Matières résiduelles	13	609 590
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	17 220
Service de la dette	18	429 509
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 936 473
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 936 473
	26	6 891 038

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	7 444
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	79 151
	9	86 595

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	86 595

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	86 595

DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 ..... /100\$ 3 .....					
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... 675 070 515	X 5 ..... 0,5755 /100\$ 6 ..... 3 885 031					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... 14 255 000	X 8 ..... 0,5933 /100\$ 9 ..... 84 575					
Immeubles non résidentiels	10 ..... 49 389 515	X 11 ..... 0,9100 /100\$ 12 ..... 449 445					
Immeubles industriels	13 ..... 6 564 500	X 14 ..... 0,8832 /100\$ 15 ..... 57 978					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 ..... /100\$ 18 .....					
Autres	19 ..... 16 802 000	X 20 ..... 0,6500 /100\$ 21 ..... 109 213					
Immeubles agricoles	22 ..... 64 000 470	X 23 ..... 0,5755 /100\$ 24 ..... 368 323					
Total			25 ..... 4 954 565	26 ( ..... ) 27 ( ..... ) 28 ..... 29 ..... 30			4 954 565

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 ..... /100\$ 32 .....					
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 ..... /100\$ 35 .....					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 ..... /100\$ 38 .....					
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 ..... /100\$ 41 .....					
Immeubles industriels	42 .....	X 43 ..... /100\$ 44 .....					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 ..... /100\$ 47 .....					
Autres	48 .....	X 49 ..... /100\$ 50 .....					
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 ..... /100\$ 53 .....					
Total			54 ..... 55 ( ..... ) 56 ( ..... ) 57 ..... 58 ..... 59				



DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)		1	.....	X	2	.....	/100\$	3	.....
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)		4	.....	X	5	.....	/100\$	6	.....
Immeubles de 6 logements ou plus		7	.....	X	8	.....	/100\$	9	.....
Immeubles non résidentiels		10	.....	X	11	.....	/100\$	12	.....
Immeubles industriels		13	.....	X	14	.....	/100\$	15	.....
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels		16	.....	X	17	.....	/100\$	18	.....
Autres		19	.....	X	20	.....	/100\$	21	.....
Immeubles agricoles		22	.....	X	23	.....	/100\$	24	.....
Total									

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)		30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)		33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus		36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels		39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels		42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels		45	X 46	/100\$ 47				
Autres		48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles		51	X 52	/100\$ 53				
Total				54	55 ( ) 56 ( )	57	58	

Taux d'affaires sur la valeur locative		59	X 60	% 61	62 ( ) 63 ( )	64	65
Valeur locative imposable							

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   0   5	,	0   0	\$
Égout	2	9   0	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1   9   2	,	4   5	\$
Matières résiduelles	5	2   0   5	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Règlement 7-2003	55,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (26%)	33,2948	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (74%)	220,5959	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,1113	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	38,5125	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	166,2222	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,5765	3	
Règlement 14-2004	3,2063	3	
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2013 (48e avenue)	680,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>6 891 038</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>                    </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u>                    </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u>                    </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u>                    </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u>                    </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u>                    </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>                    </u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>6 891 038</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 891 038
------------------	---	-----------

**Ajouter**

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

<b>Total partiel</b>	4	6 891 038
----------------------	---	-----------

**Déduire**

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	185 407
--	---	---------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	17 220
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
--	---	--

<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	11	6 688 411
---	----	-----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	1	6 688 411
Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale	2	826 082 000
<b>Taux global de taxation prévisionnel de 2017</b> (ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$	3	<div><div></div><div></div><div>0</div></div> , <div><div>8</div><div>0</div><div>9</div><div>7</div></div> /100 \$

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	449 444	57 978		109 213	84 575	368 323
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	30 723	1 959		10 228	2 052	12 481
Autres	5	81 046	6 166		13 471	43 482	26 951
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	561 213	66 103		132 912	130 109	407 755

DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 3 885 032		4 954 565
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 354 097	2 422 15 547	429 509
Autres	13 1 246 547	26 915 45 166	1 489 744
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 5 485 676	29 337 60 713	6 873 818

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	290 385 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	8 368 197 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	687 215 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	148 596 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	25 000 \$	



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1110 CHEMIN PRINCIPAL  
(no) (rue)  
ST-JOSEPH-DU-LAC J0N 1E0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 623-1072  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cladouceur@sjdl.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom STÉPHANE GIGUÈRE

Téléphone (450) 623-1072  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sgiguère@sjdl.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom DCA, COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ, INC.

Titre COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

Adresse 611 BOUL. DE L'INDUSTRIE  
(no) (rue)  
ST-PAUL J0K 3E0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mmorel@dca-sf.ca

Responsable du dossier MÉLANIE MOREL, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom

Titre

Adresse  
(no) (rue)  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Stéphane Giguère , atteste que le rapport financier consolidé  
de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis  
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,  
a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier  
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés  
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont  
détenues par Saint-Joseph-du-Lac .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport  
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée  
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que  
Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue  
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une  
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 1 012 023 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,8607 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-06 12:13:07

Date de transmission au Ministère : 2017/06/08